

Nous nous rencontrons dans une atmosphère de gravité et de crise. Le premier ministre a tenté d'expliquer pourquoi lui et son gouvernement ont attendu si longtemps. Il savait le 21 août, après son retour du Nouveau-Brunswick où il a vu le coucher du soleil, que la grève serait fixée au vendredi suivant. Où était le comité de la grève? Ses membres étaient en grève; aucun d'entre eux n'était ici.

Une voix: Ils étaient partis à la pêche.

Le très hon. M. Diefenbaker: Emportés par le vent, incapables d'agir.

L'hon. M. Monteith: Cela n'avait pas d'importance pour eux.

Le très hon. M. Diefenbaker: Il a essayé d'expliquer pourquoi ils avaient attendu jusqu'à ce que la grève soit commencée. S'ils ont une formule juste et équitable, comme il le dit, ne l'avaient-ils pas alors? Pourquoi attendre jusqu'à ce que l'économie du Canada soit paralysée gravement, comme l'a dit le premier ministre? Ils se sont simplement amusés. Il y avait jadis un roi britannique connu sous le nom d'Ethelred le Malavisé. Nous avons maintenant un premier ministre et un gouvernement que nous pourrions fort bien qualifier de la même façon. (*Applaudissements*)

Le gouvernement ne savait pas, prétextait-il, qu'il y aurait une grève. On ne peut pas s'attendre à ce que le ministre de la Défense nationale le sache; il était si occupé à l'intégration. On ne peut s'attendre à aucune opinion de sa part. Il y aurait sûrement dû y avoir d'autres membres du cabinet assez au courant des événements pour se rendre compte de ce que chaque journal libéral au Canada savait: qu'une grève était imminente et qu'il fallait prendre des mesures.

Pourquoi ont-ils attendu? Où étaient les membres de ce comité de la grève? Je suppose qu'ils étaient, monsieur l'Orateur, à la recherche d'avions qu'ils pourraient obtenir en vertu du nouveau programme d'achat selon lequel des dizaines de millions de dollars de fonds canadiens doivent être consacrés à l'achat d'avions pour permettre aux membres de mieux voyager.

L'hon. M. Monteith: C'est évident.

• (3.00 p.m.)

Le très hon. M. Diefenbaker: Dans ses observations d'ouverture, le premier ministre a dit sans équivoque que tout en demandant la collaboration, il comptait défendre une ligne de conduite indéfendable, et lui et son gouvernement le savent bien. La

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

situation est imputable au gouvernement Pearson et à nul autre. Ce gouvernement s'attendait qu'à la longue le problème se réglerait tout seul. A présent, le premier ministre essaie d'expliquer cette indolence et cette incertitude; voilà une attitude qui n'est pas conforme à la terrible gravité du problème.

Le premier ministre dit qu'en plus du projet de loi visant directement à régler la grève nous serons saisis d'une autre mesure législative. Nous aimerions voir cet autre projet de loi. Le premier ministre demande de la collaboration. Je lui offre toute la collaboration possible afin que cette mesure législative soit présentée à la Chambre. Il n'a jamais existé aucun doute là-dessus. Nous ne nous attardons à aucun artifice de procédure. Si des députés veulent empêcher le débat en refusant le consentement unanime, nous pourrions y remédier très facilement puisque quelqu'un n'aura qu'à proposer l'ajournement de la Chambre pour discuter cette affaire d'importance nationale. Ainsi nous ne perdrons pas deux jours. (*Applaudissements*)

J'espère bien qu'aucun député—et de toute évidence mon espoir est fondé—ne refusera au gouvernement le droit de se mettre à l'œuvre dès maintenant. Nous avons l'intention de l'y autoriser. (*Applaudissements*)

Nous voulons même faire davantage. La déclaration du premier ministre concernant la gravité de la situation, et je suis d'accord avec lui là-dessus, m'a si vivement impressionné qu'à mon sens, les heures ordinaires de séance ne suffiront pas. (*Applaudissements*)

Je me réjouis de constater que le ministre du Travail approuve cette idée, car il lui faut partager la responsabilité officielle de l'échec du gouvernement ces derniers jours. Je ne veux pas rejeter tout le blâme sur lui, car ce serait une distinction injuste. Nous sommes prêts à prolonger les heures de séance, car nous tentons par tous les moyens de nous rendre utiles.

Nous demandons maintenant un peu de coopération de la part du gouvernement. Puisque tout doit se faire avec l'assentiment de la Chambre, qu'on nous laisse voir le bill que le gouvernement projette pour donner suite, en tout ou en partie, aux rapports des Commissions MacPherson et Freedman. Il n'y a pas lieu de retarder ces mesures si les députés sont d'accord pour que nous examinions ce bill, puisque, apparemment, le second bill met en jeu une décision hâtive. Lorsque le ministre du Travail a parlé à la télévision, il a dit qu'au cours des deux derniers jours,